

An: EDA  
 Telegrammdienst  
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

i.A.22.14.7.3. - HK/IA

Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert <input checked="" type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nein	Priorität <input checked="" type="checkbox"/> Norm. <input type="checkbox"/> Dring. <input type="checkbox"/> Flash	Faktura <input type="checkbox"/>	Text erg. <input type="checkbox"/>	F.I. <input type="checkbox"/>	Absender <b>Presse und Info.</b>	Seite-Nr. <b>1</b>
--	---	-------------------------------------	---------------------------------------	----------------------------------	-------------------------------------	-----------------------

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
wochentx					
***					

Wochentelex 49/87      v e r t r a u l i c h

Visite à Berne du Président Mobutu (23.11.87)

Délégation zairoise, conduite par Président Mobutu Sese Seko, a fait visite officielle de travail à Berne, lundi 23 novembre 87, invitée à déjeuner au ''Lohn'' par Président Aubert.

Long entretien en tête-à-tête (env. 40 min.), suivi de discussion à bâtons rompus (pendant déjeuner) et toasts. Dans après-midi, conférence de presse tenue par Mobutu a donné occasion à celui-ci de réfuter rumeurs récentes concernant son état de santé prétendument vacillant.

En réponse à allocution CFA (bonnes relations bilatérales, notre satisfaction pour accord d'indemnisation en voie d'exécution, et encouragement à progresser en matière droits de l'homme), M. a tenu à souligner, en particulier :

- son excellent état de santé, réfutant ainsi rumeurs infondées lancées récemment par certains opposants ''avec la complicité d'une presse facilement manipulable''
- sa fierté de pouvoir se prévaloir de l'amitié de la Suisse, car, si ce pays est relativement petit selon l'échelle des facteurs traditionnels de puissance entre Etats (superficie, démographie, ressources naturelles, etc.), il a acquis sur la scène internationale, de par son ''savoir-faire'' qui lui est propre, une

atzt  
eile

84 150 000 24665

Datum: 30.11.1987  
 Tel. intern 30.66

Visum: \_\_\_\_\_



Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

force morale telle qu'être ami de la Suisse est comme une carte de crédit (crédibilité) reconnue dans tous les continents

- sa reconnaissance pour soutien suisse apporté au dossier zairois dans cadre FMI et Banque mondiale
- son souhait que cercles économiques suisses s'intéressent davantage au Zaïre, seules y étant actuellement présentes les compagnies Ciba-Geigy et Nestlé
- situation des droits de l'homme au Zaïre, en tant que "problème inventé de toute pièce". Si M. reconnu avoir pris parfois des mesures radicales (par exemple : "zairianisation"), souligna toutefois qu'elles l'ont été "uniquement dans l'intérêt du peuple", et que, ce faisant, il n'a pu évidemment éviter de porter atteinte à certaines positions acquises et à certains cercles privilégiés. Ceux qui en ont pâti ont, depuis lors, cherché à l'abattre, par politique de désinformation sur droits de l'homme (comme l'ont fait récemment, ajoute-t-il, sur sa santé). En tout état de cause, soutien populaire en sa faveur est, affirma-t-il, preuve la plus manifeste qu'il ne recourt pas à torture contre ce même peuple, lequel - par suite désinformation presse internationale - s'inquiète de l'état de santé son Président. Au demeurant, si M. admit avoir commis certaines erreurs ("et l'erreur est chose humaine, personne n'étant parfait"), il serait inapproprié, selon lui, de vouloir comparer progrès et expérien-

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

An: EDA  
Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

 

Ja Nein

Priorität

  

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

3

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercodes

ces d'un Etat aussi jeune que Zaire avec progrès et expériences accumulées par Suisse ou USA au cours, respectivement, de 700 et 200 ans d'histoire.

(A noter : pendant entretiens personnels séparés, Ambassadeur Ruegg a remis à membre délégation zairoise Aide-mémoire sur dettes des diplomates zairois en poste Berne et Genève, et, pour sa part, Délégué aux réfugiés Arbenz a approché trois membres de délégation, séparément, sur question demandeurs d'asile zairois en Suisse).

letzte  
Zeile

14 150 000 24665

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

81e Session du Comité des ministres du Conseil de  
l'Europe, les 25 et 26 novembre 1987 à Strasbourg

Cette Session, à laquelle a participé pour la dernière fois, du côté suisse, Président de la Confédération, a principalement servi à définir lignes directrices pour les relations entre le Conseil de l'Europe et les pays de l'Europe de l'Est et à procéder à réflexion sur rôle futur de l'Organisation de Strasbourg dans la construction européenne. Tous les pays, mis à part Irlande et Turquie, ont signé Convention européenne pour la prévention de la torture, et Ministres ont adopté Recommandation sur le SIDA. Principaux thèmes de politique étrangère ont été les relations Est-Ouest et les développements en Amérique centrale (Comité a fourni appui à Plan Arias).

Président de la Confédération a reçu des mains du Secrétaire-général du Conseil de l'Europe médaille (obtenue par le passé par M. Chirac et par l'ancien Premier ministre italien Colombo) en hommage à la contribution apportée, durant 4 ans en tant que membre de l'Assemblée parlementaire et 10 ans en tant que représentant suisse au Comité des ministres, aux travaux du Conseil de l'Europe et à la construction européenne.

1

Initiative d'adopter l i g n e s d i r e c t r i c e s  
p o u r l e s r e l a t i o n s e n t r e l e C o n s e i l  
d e l ' E u r o p e e t l e s p a y s d e l ' E u r o p e

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

An: EDA  
Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode

--	--	--	--	--	--

d e l' E s t a été prise par la Suisse suite au foisonnement de contacts entre deux groupes de pays en relation avec Glasnost (visites du Secrétaire général du Conseil de l'Europe à Budapest, d'une délégation hongroise à Strasbourg, du Président de l'Assemblée parlementaire à Bucarest, du Conseiller national suisse Pini à Moscou, etc.). Si Ministres ont estimé que Conseil de l'Europe a rôle utile à jouer dans promotion relations EstOuest, ils ont souligné que coopération et contacts devaient essentiellement revêtir caractère concret et non politique (organisation de manifestations culturelles, coopération dans le domaine de la santé, de la protection de la nature, de la restauration des monuments historiques, etc.). Relations entre Organisation de Strasbourg et pays de l'Europe de l'Est doivent être guidées par principes du respect des valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe et de la non-interférence avec travaux de la CSCE (rôle complémentaire à cette Conférence), et profiter aux particuliers.

2

S'agissant du rôle futur du Conseil de l'Europe dans la construction européenne, plusieurs Ministres, dont M. Aubert, ont souligné importance que Conseil de l'Europe se dote de structures plus souples et plus flexibles. Organisation de Strasbourg doit poursuivre efforts pour concentrer ses activités sur domaines où il a un quote monopole comparatif unquote (droits de l'homme, culture, etc.). Dans souci de mettre en place structures plus légères, prochaine session Comité des ministres durera 1 jour au lieu de 2.

etzte  
eile

04 150 000 24665

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja      Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm.   Dring.   Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Text erg.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

F.I.

<input type="checkbox"/>
--------------------------

Absender

--

Seite-Nr.

6
---

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

3

C o n v e n t i o n e u r o p é e n n e p o u r l a p r é -  
v e n t i o n d e l a t o r t u r e p r é v o i t n o t a m m e n t l a c r é -  
a t i o n d ' u n e C o m m i s s i o n i n t e r n a t i o n a l e d e j u r i s t e s , a u t o r i s é e à  
p r o c é d e r à t o u t m o m e n t à d e s v i s i t e s d a n s l e s E t a t s c o n t r a c t a n t s  
p o u r s ' a s s u r e r q u ' o n n ' y s u b i t p a s d e s m a u v a i s t r a i t e m e n t s . E l l e a  
d o n c u n e f f e t p r é v e n t i f . L a C o n v e n t i o n a é t é i n s p i r é e p a r l ' e x p é -  
r i e n c e d u C I C R e t a é t é p r o p o s é e e n 1 9 7 6 p a r l e b a n q u i e r g e n e v o i s  
J . J . G a u t i e r , f o n d a t e u r d u C o m i t é s u i s s e c o n t r e l a t o r t u r e .

4

R e c o m m a n d a t i o n s u r l u t t e c o n t r e l e  
S I D A p r o p o s e l a c o o r d i n a t i o n d e s p l a n s n a t i o n a u x d e s p a y s  
m e m b r e s d u C o n s e i l d e l ' E u r o p e ( d e p r é v e n t i o n , d e f o r m a t i o n , e t c . )  
p a r l a c r é a t i o n d e c o m i t é s n a t i o n a u x r e l i é s e n t r e e u x . S u r p l a n  
é t h i q u e , R e c o m m a n d a t i o n p r é c i s e q u ' a u c u n d é p i s t a g e o b l i g a t o i r e n e  
d o i t é t r e r é a l i s é e t r e j e t t e t o u t e m e s u r e d i s c r i m i n a t o i r e à l ' e n -  
c o n t r e d e s p e r s o n n e s a f f e c t é e s .

5

A u t r e s s u j e t s :

a)

L u x e m b o u r g a y a n t f a i t v a l o i r d e s r é s e r v e s à p r o p o s C o n v e n -  
t i o n e u r o p é e n n e p o u r l a r a d i o d i f f u -  
s i o n t r a n s f r o n t i è r e ( a a v a n c é a r g u m e n t s d e c o m -  
p a t i b i l i t é c e t t e C o n v e n t i o n a v e c d r o i t c o m m u n a u t a i r e e t d i s p o s i -

An: EDA  
 Telegrammdienst  
 3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja    Nein

Priorität

Norm.    Dring.    Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

7

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

tions Acte final d'Helsinki, alors que problèmes réels semblent se situer au niveau dispositions concernant la publicité), Président de la Confédération a une nouvelle fois souligné importance que nous attachons à cette Convention. Coopération en la matière doit en effet se faire dans le cadre européen le plus large possible et ne pas s'arrêter aux frontières de la CE (Luxembourg aurait préférence pour réglementation à 12). Luxembourg a confirmé position dure dans débat sur communiqué.

b

Ministre maltais, à qui collègues avaient signifié, durant réunion informelle, qu'il n'y aurait pas de majorité suffisante pour mettre à l'ordre du jour C o n v e n t i o n d' e n t r a i d e a d m i n i s t r a t i v e e n m a t i è r e f i s c a l e, a fait déclaration proposant que Commission des droits de l'homme examine compatibilité cette Convention avec Convention européenne des droits de l'homme. Comité des ministres n'a pas pris de décision formelle à ce sujet. Question demeure ouverte si affaire sera reprise au niveau Délégués des ministres. En tout état de cause, Commission des droits de l'homme n'est pas liée et Convention devrait être ouverte à la signature en janvier 1988.

c

C a s C h y p r e c o n t r e T u r q u i e a fait objet échanges houleux habituels entre principaux protagonistes sans que nouvelle décision soit intervenue.

d

Enfin, irritation parlementaires du Conseil de l'Europe contre

Datum: \_\_\_\_\_  
 Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

d é c i s i o n f r a n ç a i s e d ' e x i g e r d e s v i -  
s a s à s e s f r o n t i è r e s a u x r e s s o r t i s -  
s a n t s n o n m e m b r e s d e l a C E ( m i s à p a r t S u i s s e  
e t L i e c h t e n s t e i n ) s ' e s t e n c o r e r e n f o r c é e . A l ' o c c a s i o n r e n c o n t r e  
e n t r e C o m i t é d e s m i n i s t r e s e t r e p r é s e n t a n t s A s s e m b l é e p a r l e m e n -  
t a i r e , d i v e r s d é p u t é s e u r o p é e n s ( d e s p a y s c o n c e r n é s + E s p a g n e , R F A  
e t S u i s s e ) o n t r é i t é r é m e n a c e d e n e p a s v e n i r à S t r a s b o u r g p o u r  
p r o c h a i n e s e s s i o n A s s e m b l é e p a r l e m e n t a i r e ( j a n v i e r 1 9 8 8 ) , s i l ' o b -  
l i g a t i o n d e v i s a s é t a i t m a i n t e n u e . M i n i s t r e f r a n ç a i s e s t r e s t é  
t r è s f e r m e , a v e c l ' a r g u m e n t q u ' i l s ' a g i t d ' u n e m e s u r e n é c e s s a i r e  
p o u r l u t t e r c o n t r e l e t e r r o r i s m e .

#### Conférence ministérielle informelle (GATT)

A l ' i n v i t a t i o n d u C F D e l a m u r a z , d e s m i n i s t r e s e n c h a r g e d u c o m -  
m e r c e e x t é r i e u r a i n s i q u e l e D i r e c t e u r g é n é r a l d u G A T T s e s o n t  
r e n c o n t r é s 2 9 n o v e m b r e , à L a u s a n n e - O u c h y .

E t a i e n t p r é s e n t s , a c c o m p a g n é s p a r u n h a u t f o n c t i o n n a i r e , l e s M i -  
n i s t r e s d e l ' A u s t r a l i e , d u B r é s i l , d u C a n a d a , d u D a n e m a r k , d e l a  
C o m m u n a u t é e u r o p é e n n e ( C o m m i s s a i r e d e C l e r c q ) , d e l ' A l l e m a g n e f é -  
d é r a l e , d e l a F r a n c e , d e l a H o n g r i e , d u J a p o n , d e l a N o u v e l l e -  
Z é l a n d e , d u P a k i s t a n , d e l a S u è d e , d e s E t a t s - U n i s e t d u R o y a u m e -  
U n i ( u n i q u e m e n t h a u t f o n c t i o n n a i r e ) . O n t é t é i n v i t é s m a i s n ' o n t  
m a l h e u r e u s e m e n t p a s p u p a r t i c i p e r à c e t t e r e n c o n t r e l e s M i n i s t r e s

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:



An: EDA  
 Telegrammdienst  
 3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

de la Colombie, du Mexique, de l'Uruguay, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Côte d'Ivoire, de la Corée et de Singapour.

Les Ministres se sont réunis sous la présidence du CF Delamuraz pendant trois heures. Cette réunion a été suivie par un dîner ministériel qu'il a aussi présidé et par un dîner des hauts fonctionnaires présidé par l'Ambassadeur de Pury.

La réunion informelle a porté principalement sur les sujets suivants:

- Appréciation de l'état d'avancement du cycle de négociation d'Uruguay.
- Opportunité d'une réunion du Comité de négociation commerciale au niveau ministériel.

Pendant le dîner ministériel, des questions d'ordre général, telles l'appréciation des situations économique, financière et commerciale internationales (notamment lien commerce-finance), y compris le problème de l'endettement ont été abordées.

A l'occasion de leur dîner, les hauts fonctionnaires se sont préoccupés du processus de négociation et de préparation qu'il s'agit d'adopter en vue de la mid-term review.

La réunion d'Ouchy a été un succès notamment parce qu'il en est résulté une évaluation positive de l'état d'avancement de la négociation et qu'elle a permis de confirmer et de préciser l'idée d'une mid-term review ministérielle vers la fin de l'année 1988. Pour ce qui est du premier point à l'ordre du jour, les participants se sont félicités des progrès réalisés dans le déroulement du cycle de négociation d'Uruguay au cours de l'année 1987. Ils

Datum: \_\_\_\_\_  
 Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

An: EDA  
Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert	Priorität	Faktura	Text erg.	F.I.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ja	Nein	Norm.	Dring.	Flash

Absender	Seite-Nr.
<input type="text"/>	<input type="text" value="10"/>

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

ont notamment apprécié très positivement le grand nombre de propositions spécifiques qui ont été soumises dans l'enceinte négociatoire. Néanmoins, il a été relevé qu'une meilleure cohérence des travaux entrepris au GATT avec les politiques économiques nationales était nécessaire. Dans ce sens, l'élaboration de ces dernières dans les capitales respectives revêt un intérêt fondamental (particulièrement en ce qui concerne le respect des engagements de statu quo et de démantèlement).

En ce qui concerne le deuxième point à l'ordre du jour, une grande convergence de vue sur plusieurs aspects s'est dégagée. Les Ministres ont confirmé la nécessité de renforcer le rythme de la négociation, ceci dans l'intérêt de la progression de cette dernière. Le contexte économique difficile constitue un défi qui doit être relevé et qui requiert une intensification des travaux de l'Uruguay Round.

Lors du dîner des hauts fonctionnaires, l'idée de raccourcir la négociation a été évoquée surtout par les pays à intérêts agricoles prononcés (Australie, Nouvelle-Zélande, Canada, France). En revanche, d'autre pays ont exprimé leur inquiétude par rapport à une telle approche. En effet, celle-ci risquerait de conduire à l'établissement bâclé d'accords incomplets en ce qui concerne le renforcement des règles du GATT (Suède, Allemagne, Royaume-Uni, Suisse).

Dans la réunion ministérielle, il a aussi été relevé que plusieurs équipes de négociation sont trop faiblement dotées en personnel et que ce fait risque de créer un clivage entre les grandes et les

izte  
lie

Datum: _____	Visum:
Tel. intern _____	

An: EDA  
Telegrammdienst  
3003 Bern

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

11

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

petites délégations, ce qu'il faudrait éviter à tout prix. C'est dans ce contexte qu'ont été discutées des possibilités de développer des programmes d'assistance en faveur de certains pvd. Une convergence réjouissante s'est établie sur la nécessité de tenir une mid-term review ministérielle durant le deuxième semestre de 1988, probablement vers la fin de l'année. Les Ministres ont pris acte de l'invitation du Canada (à Vancouver?). L'idée d'une mid-term review, très probablement fin novembre, début décembre 1988, est donc réaffirmée. Elle constitue un défi politique pour les gouvernements et une motivation nécessaire pour les négociations. Pour ce qui est d'une récolte précoce à l'occasion de cette mid-term review, la discussion a porté sur certains éléments souhaitables et/ou possibles d'un tel exercice ainsi que sur les conditions préalables qui devraient être remplies à cette fin (par exemple: concept de la négociation agricole pour les Etats-Unis, progrès dans le domaine textile pour le Pakistan).

Mais les Ministres, particulièrement la Communauté européenne, ont convenu qu'il est encore trop tôt pour arrêter le contenu d'une récolte précoce. La réunion ministérielle informelle convoquée par M. Bangemann (RFA) pour mars 1988, au bord du Lac de Constance, devrait permettre d'approfondir cette question, cela même si tous les Ministres ont reconnu que la négociation doit avancer sur l'ensemble du front (15 groupes de négociation) sous peine de mettre en danger le délicat équilibre du paquet programmatique de Punta del Este. CF Delamuraz a insisté tout particulièrement sur cette exigence de globalité de la négociation et aussi de cohé-

atzte  
aile

84 150 000 24665

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum: \_\_\_\_\_

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

12

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

rence avec l'environnement économique et financier.

Visite du Ministre israélien de l'énergie et de l'infrastructure

M. Moshe Shahal, Ministre israélien de l'énergie et de l'infrastructure, a été accueilli le 27 novembre, pour un déjeuner de travail, par le Chef du Département de l'économie publique. Au cours de son séjour privé, M. Shahal a également eu des contacts avec l'industrie.

L'entretien a porté sur:

- la politique énergétique d'Israël, en particulier ses objectifs à moyen et long termes,
- les relations commerciales bilatérales dans la perspective notamment des accords de libre-échange qu'Israël a conclus avec la CEE et les Etats-Unis,
- les conséquences militaires et économiques pour Israël de l'abandon de la construction de l'avion "Lavi",
- la tenue d'une Conférence internationale sur la paix au Proche-Orient.

Sur ce dernier sujet, le Ministre israélien a indiqué que les perspectives à court terme n'étaient guère prometteuses en raison notamment du clivage existant en Israël sur cette question.

Toutefois, une initiative des Etats-Unis et de l'Union soviétique pourrait faire sensiblement évoluer ce dossier. Le prochain sommet

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

13

Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode    Empfängercode

Reagan/Gorbatchev sera révélateur à cet égard. Autre éventualité, l'Egypte pourrait jouer un rôle moteur. Si aucun de ces trois pays n'intervient prochainement, tout laisse penser, selon le Ministre israélien, que la situation restera figée jusqu'à mi-89, en raison notamment d'échéances électorales aussi bien aux Etats-Unis qu'en Israël. Néanmoins, il est certain aujourd'hui que la Jordanie est définitivement acquise à l'idée d'un processus de paix avec Israël. Encore faut-il que ce pays bénéficie de l'appui de ses partenaires arabes pour s'engager dans un tel processus. Il ne saurait être question d'une paix séparée.

M. Shahal a estimé que la position des pays arabes est sensiblement affaiblie par rapport à ce qu'elle était pendant la précédente décennie. Ils ne peuvent dorénavant s'appuyer sur le pétrole pour se livrer au chantage des années 70.

Le Ministre israélien a adressé une invitation au Chef du DFEP à se rendre en visite officielle en Israël en 1988.

Visite S.E. Brunner à la Réunion de Vienne  
de la CSCE (23.11. - 25.11.87)

Visite BRE est survenue à un moment où la Conférence piétine dans tous les domaines, en particulier sur les problèmes de la corbeille III et des contacts humains, contrairement à ce qui se passe dans l'enceinte des 23 Etats membres d'alliances militaires qui

Datum: \_\_\_\_\_

Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

14

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

négocient en marge de la CSCE un mandat sur des futures négociations concernant les armements conventionnels et qui s'approchent peu à peu d'un accord. L'intervention de BRE du 24 novembre en séance informelle des chefs de délégation a été d'autant mieux accueillie qu'elle a eu pour effet, en apportant un message encourageant quant aux perspectives de la Réunion de Vienne et des suites qui en découleront, de contre-balancer le climat de morosité qui prévaut actuellement dans la négociation.

BRE a en effet souligné la triple nouveauté que devrait comporter le follow-up de Vienne, à savoir (a) le lancement, dans le contexte CSCE, d'une négociation sur les armements conventionnels en Europe, (b) l'insertion dans la CSCE, en tant qu'objet autonome du processus, de l'examen des problèmes d'actualité croissante que soulève la coopération internationale en matière de protection de l'environnement, (c) la mise sur pied d'égalité des problèmes de la dimension humaine (droits de l'homme et contacts humains) avec les problèmes de la sécurité, dans ce sens qu'une conférence sur la dimension humaine, éventuellement en plusieurs étapes (dont l'une pourrait avoir lieu à Moscou, sous réserve d'un accord sur un mandat satisfaisant) ferait pendant aux suites de la CDE.

L'intervention de BRE a également fourni l'occasion de rappeler la disponibilité de la Suisse pour accueillir l'une ou l'autre des réunions de follow-up décidées par Vienne. Comme ce rappel devait être inévitablement interprété comme l'acceptation d'offrir Genève au cas où la candidature officielle de Vienne pour la future double négociation militaire ne réunirait pas le consensus, BRE a

Datum: \_\_\_\_\_  
Tel. intern \_\_\_\_\_

Visum:

Referenzen und Initialen


Adresse (für Telex an Dritte)


Chiffrierung	Produkt	Faktura	Text etc.	Fr.	Absender	Seite-Nr
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	15

veillé à informer à l'avance nos partenaires autrichiens, afin de dissiper toute impression de mise en concurrence de Vienne et Genève.

Le séjour de BRE a également donné lieu à une série de contacts et entretiens bilatéraux, en particulier avec les délégués des USA, URSS, France ainsi que divers autres Occidentaux.

BRUNNER.

NNNN

T E I L   I IElection du Professeur Voyame au Comite contre la torture

Le 26 novembre 1987, vingt-cinq Etats, dont la Suisse, parties a la Convention de 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou degradants se sont reunis a Geneve pour constituer le Comite contre la torture, charge de veiller a ce que ladite Convention soit appliquee, et pour elire ses dix membres. La Suisse a presente la candidature du Professeur Joseph Voyame, l'actuel Directeur de l'Office federal de la justice (DFJP), a l'election. M. Voyame a ete elu avec 21 voix. Les neuf autres candidats elus sont Mme Chanet (France; 21 voix), M. Soerenson (Danemark; 18 voix), M. Burns (Canada; 17 voix), M. Khitrin (URSS; 22 voix), M. Mikhailov (Bulgarie; 20 voix), M. Mourelle (Cameroun; 21 voix), M. Lavedra (Argentine; 23 voix), Mme Diaz Palacios (Mexique; 23 voix) et M Bengzon (Philippines; 23 voix). N'ont pas ete elus M. Ermacora (Autriche), M. Ahmed (Egypte) et M. Kamunanwire (Ouganda). La Convention de 1984 prevoit que les membres sont elus pour quatre ans, mais qu'immEDIATEMENT apres la premiere election, les noms de cinq membres, dont le mandat prendra fin au bout de deux ans, seront tires au sort. Les candidats de la Bulgarie, du Cameroun, du Danemark, de la Suisse et de l'URSS ont ete designes par le sort et verront ainsi leur mandat prendre fin dans deux ans. Ils sont cependant reeligibles.

L'election du Professeur Voyame, due a ses qualites et a ses competences, constitue un succes, car pour la premiere fois, un Suisse assume un mandat dans un organe a vocation universelle traitant des droits de l'homme. Elle est l'aboutissement d'une campagne intense et riche en rebondissements, coordonnee par la DOI agissant d'entente avec la DDIP, dans laquelle nos postes concernes, en particulier la Mission de Geneve, ont joue un role determinant.



## Einführung der Transitvisumpflicht für Flugpassagiere aus bestimmten Staaten

---

Der Bundesrat hat eine Aenderung des Bundesratsbeschlusses (BRB) vom 10. April 1946 über Einreise und Anmeldung der Ausländer beschlossen. Er unterstellte dabei Flugpassagiere aus vorläufig zehn Staaten der Transitvisumpflicht (Afghanistan, Angola, Aethiopien, Bangladesh, Chile, Ghana, Iran, Pakistan, Sri Lanka, Zaire). Die Aenderung tritt am 1. Februar 1988 in Kraft.

Laut einer durch den Europarat veranlassten Studie empfangen die westeuropäischen Staaten rund 30% der 80 Millionen Personen, die derzeit weltweit als legale oder illegale Wanderarbeiter oder als Flüchtlinge ihre Heimat verlassen. In den kommenden Jahrzehnten wird mit einer beträchtlichen Zunahme dieses Personenkreises gerechnet. Nach den Feststellungen des Delegierten für das Flüchtlingswesen erfüllen nur wenige die Voraussetzung für eine Anerkennung als Flüchtlinge. Die gegenwärtige Anerkennungsquote liegt bei rund 13%. Die Asylgesuche werden oftmals nur eingereicht, um sich den Begrenzungsmaßnahmen oder einer Wegweisung zu entziehen.

Für die Einreise von solchen Personen aus andern Kontinenten nach Europa steht als Transportmittel das Flugzeug im Vordergrund. Eine bessere Kontrolle des Flugverkehrs ist deshalb naheliegend. Die liberalen Transitbestimmungen bilden eine der Ursachen für die illegalen Einreisen. Um solche Missbräuche zu verhindern, haben bereits Belgien, Dänemark, die Bundesrepublik Deutschland, Grossbritannien, Luxemburg, die Niederlande sowie Kanada und die USA bestimmte Flugpassagiere der Transitvisumpflicht unterstellt.

In der Schweiz wurde bisher - verglichen mit gewissen ausländischen Flughäfen - nur in relativ wenigen Fällen ein Missbrauch des Transitprivilegs festgestellt. Die Massnahmen der oben erwähnten Staaten haben jedoch einen spürbaren Einfluss auf die Entwicklung in unserem Land. So nehmen gegenwärtig die Missbräuche in den schweizerischen Flughäfen zu. Es muss ausserdem davon ausgegangen werden, dass sich mit der Verstärkung der Grenzkontrollen und der Inkraftsetzung des revidierten Asylgesetzes die Probleme noch mehr auf die Flughäfen verlagern werden. Mit der nunmehr beschlossenen Einführung der Transitvisumpflicht will der Bundesrat solchen Ausweichmanövern, die vielfach von gut organisierten Schleppern unterstützt werden, entgegenwirken. Von der Transitvisumpflicht ausgeschlossen sind Inhaber eines offiziellen Reisepasses (Diplomaten, Dienst- und Sonderpässe).

Mit den Fluggesellschaften werden zudem Verhandlungen mit dem Ziel geführt, Personen, welche die Einreisevoraussetzungen der Transit- und Zielstaaten nicht erfüllen, nach Möglichkeit vom Transport auszuschliessen. Das Transitvisum wird eine solche Kontrolle erleichtern. Das BG über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer (ANAG) bietet keine Grundlage, um die Fluggesellschaften zur erhöhten Sorgfalt zu verpflichten oder um diese wegen einer Vernachlässigung der Kontrolle der Einreisevoraussetzungen zu bestrafen.

Der Bundesrat erwartet jedoch eine freiwillige Zusammenarbeit und sieht deshalb vorderhand davon ab, eine weitere Revision der Ausländergesetzgebung zu veranlassen. Das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement wurde beauftragt, die Luftverkehrsunternehmen an die in den Konzessionen und Bewilligungen festgelegten Verpflichtung zu erinnern.

## Visite à Berne du Ministre yougoslave Oskar Kovac

Le 25 novembre, le Ministre fédéral yougoslave Oskar Kovac, en charge des relations économiques de la Yougoslavie avec les pays OCDE et Président de la Délégation yougoslave à la Commission mixte Suisse-Yougoslavie, a été accueilli par le Secrétaire d'Etat F. Blankart et l'Ambassadeur Ph. Lévy. A l'occasion d'un séjour à Genève, M. O. Kovac avait exprimé le souhait de pouvoir présenter aux autorités suisses le récent programme économique mis en place par le Gouvernement fédéral yougoslave.

Les représentants suisses ont pris connaissance des raisons et objectifs qui ont présidé à l'application de mesures temporaires d'assainissement (gel des prix, blocage des salaires) et des réformes d'ajustement structurel (politique fiscale, politique monétaire, système bancaire). Avant de prendre des mesures de libéralisation, Belgrade entend définitivement neutraliser les tendances négatives aiguës de l'économie yougoslave, en particulier une inflation dont le taux annuel atteint aujourd'hui quelque 140 %. Le Ministre a également présenté le plan de ses autorités en matière de restructuration de la dette extérieure. Ce plan doit permettre de réduire le ratio du service de la dette de quelque 50 à 25 %. Les autorités yougoslaves estiment que leur programme économique donnera les garanties nécessaires aux créanciers, y compris le FMI et la Banque Mondiale, pour accepter une nouvelle action financière en faveur de la Yougoslavie.

1. GhB prüfte die Fortschritte, die in den verschiedenen Experten-  
gruppen seit der letzten Sitzung im Mai erzielt wurden und genehmigte Schlussfolgerungen über die Fortsetzung der Arbeiten in den verschiedenen Bereichen. Ferner fand ein kurzer Meinungsaustausch über das Treffen der für Binnenmarktfragen zuständigen Minister der EG-Mitgliedstaaten und EFTA-Länder vom 2. Februar 1988 und das Treffen der EFTA-Minister mit Kommissar W. De Clercq Mitte Juni in Tampere statt.
  
2. Die GhB kam insbesondere überein
  - beidseits die notwendigen Verfahren einzuleiten, um Verhandlungen über ein Abkommen zwecks Informationsaustausch über technische Gesetzgebungsentwürfe aufzunehmen. EGK war allerdings nicht bereit, sich auf Abkommensabschluss in Tampere festzulegen
  
  - die Bemühungen um erhöhte Transparenz im öffentlichen Beschaffungswesen als Vorstufe einer weitergehenden Zusammenarbeit zu verstärken
  
  - vor der nächsten GhB-Sitzung eine gemeinsame Vereinbarung über erhöhte Transparenz im Bereich staatlicher Beihilfen zu treffen
  
  - die Teilnahmebedingungen für EFTA-Länder am EG-Programm COMETT (Zusammenarbeit Hochschule/Wirtschaft zur Ausbildung im Technologiebereich) zu prüfen. Zu einer gleichen Aussage mit Bezug auf das ERASMUS-Programm (interuniversitärer Studentenaustausch) war die EGK nicht bereit.

Zu keiner Einigung kam es bei den Ursprungsregeln. Die EFTA-Länder forderten in einer einseitigen Erklärung, die Experten sollten an der nächsten GhB-Sitzung Vorschläge über die Verbesserung der Kumulationsregeln vorlegen.

3. EGK betätigte Datum des 2. Februar 1988 für Treffen der für Binnenmarktfragen zuständigen Minister in Brüssel. Sie erwartet von Tagung, dass Bedeutung der Beziehungen zwischen EG und EFTA-Ländern angemessene Würdigung erfährt und politische Impulse zur Lösung anstehender Zusammenarbeitsfragen ausgehen. EGK räumte im übrigen ein, dass Vorbereitungen über Substanz gemeinsamer Schlusserklärung EG-seitig noch nicht weit gediehen sind.

Sprecher der EFTA-Länder, der schwedische Unterstaatssekretär Croneborg (Botschafter Lévy leitete schweizerische Delegation), umriss Erwartungen der EFTA-Länder wie folgt:

- starker politischer Impuls für laufende Zusammenarbeit, vor allem mit Blick auf Tampere;
- Bekenntnis der Minister zum möglichst parallelen Vorgehen zwischen EG-internen Bemühungen um den Ausbau des Binnenmarktes und Ausbau der Beziehungen EFTA-Länder/EG. Erweiterter Gebrauch des Grundsatzes der gegenseitigen Anerkennung von Regeln und Entscheiden aufgrund gleichwertiger Rechtsvorschriften als wichtiges Instrument in diesem Zusammenhang;
- Anerkennung der Notwendigkeit frühzeitiger gegenseitiger Information, um das Entstehen neuer Handelshemmnisse zu vermeiden.

pakistanisch-schweizerische wirtschaftsgespraechе anlaesslich  
swisstech karachi 87

das vom 16. bis 19. november 1987 von der osec erstmals in pakistan durchgefuehrte wirtschaftssymposium, an dem sich leider nur 13 firmen mit insgesamt 18 vortraegen beteiligten, bildete den aeusseren anlass fuer den pakistanbesuch einer offiziellen schweizer delegation unter der leitung des delegierten fuer handelsvertraege des bawi, botschafter arioli. zu viele schweizerische industrie- und dienstleistungsbetriebe scheinen das potential und den nachholbedarf dieses 100 millichen volkes noch immer nicht erkannt zu haben. pakistanischerseits war das echo beachtlich: 4734 interessenten hatten sich angemeldet, in der endabrechnung waren es etwas ueber 1500, die tatsaechlich erschienen sind.

das offizielle besuchsprogramm litt etwas unter der tatsache, dass sich gleichzeitig noch delegationen anderer laender (u.a. belgien) im lande befanden, die sich gegenseitig die tuerklinke in die hand gaben, oder, weil hoeherrangiger, bevorzugt wurden. dennoch vermittelten die gespraechе in islamabad mit den fuer die wirtschaftspolitik massgebenden ministerien (plan ung, finanzen, aussenhandel, wasser und energie) sowie in karachi und lahore mit schweizerischen und einheimischen geschaeftsleuten ein abgerundetes bild ueber die allgemeine wirtschaftslage pakistans. darueber laesst sich kurz zusammengefasst folgendes sagen: konstante hohe wachstumsrate, geringe inflation, konkurrenzfaehige hauptexportprodukte (baumwolle, reis), maessige verschuldung und grosse hilfsgelderzufluesse lassen die pakistanische wirtschaft recht widerstandsfahig erscheinen. demgegenueber beeintraechtigen das hohe bevoelkerungswachstum, der erbaermliche allgemeine bildungsstand, der elektrizitaetsmangel, das staatsdefizit sowie die innen- und aussenpolitischen spannungen den angestrebten wirtschaftlichen aufschwung und damit die verbesserung des lebensstandards.

die bilateralen wirtschaftlichen beziehungen scheinen problemlos zu sein. die schweizerischen produkte geniessen allgemein hohes ansehen. der handelsbilanzueberschuss zugunsten der schweiz war kein gespraechsthema. der quotenfreie textilimport wird sehr geschaezt.

besuch arioli in jakarta

anlass fuer den besuch war die von der szh organisierte swisstech, die durch den forschungs- und technologienminister habibie eroeffnet wurde. mit gegen 1000 besuchern ergab sie fuer die teilnehmenden schweizerfirmen befriedigende ergebnisse. die deregulierungspolitik der regierung zusammen mit der massiven abwertung der rupie stimuliert den privatsektor. die chancen vermehrt exporte sind aber aufgrund der vorherrschenden wirtschaftsstruktur nicht leicht wahrzunehmen. der nach wie vor dominierende oeffentliche sektor leidet schwer unter dem doppelten schock von oelpreiszerfall und dollar-abwertung, die den schuldendienst in die hoehe trieb. die regierung ist deshalb restriktiv in der budgetpolitik und aeusserst vorsichtig in der aufnahme von fremdwahrungskrediten.

a fuhrte gespraechе mit dem forschungsmi-nister, dem planungsminister, dem gouverneur der zentralbank, der investitionsbehoerde, dem handelsministerium und der industriegammer. gegenstand der gespraechе waren die wirtschafts- und handelspolitik sowie u.a. fragen der exportfinanzierung und des patentschutzes.

#### waldschadenbericht sanasilva 1987

der anteil der geschaedigten nadel- und laubbaeume in der schweiz war 1984 im vergleich zu 1983 um mehr als die haelfte auf durchschnittlich 34 prozent angestiegen. 1985 und 1986 wurden zunahmen auf 36 bzw. 50 prozent festgestellt. am 26.11. wurde das ergebnis der diesjaehrigen waldschadenerhebung veroeffentlicht: der anteil der geschaedigten baeume (d.h. der baeume mit einem blatt- oder nadelverlust von mehr als 10 prozent) nahm auf 56 prozent zu. bei den laubbaeumen stieg die verschlechterung um 12, bei den nadelbaeumen um 3 prozent. im jura, im mittelland und in den voralpen nahmen die schaeden um 10 - 15 prozent zu. in den alpen und auf der alpensuedseite konnte eine geringe verbesserung festgestellt werden, doch sind die schaeden mit ueber 60 prozent immer noch sehr hoch. bericht folgt.

der bundesrat wird einen neuen kredit von 240 millionen fuer die waldpflege in den jahren 1989-92 beantragen. ferner wird er die massnahmen zur reduzierung der luftverschmutzung, der hauptursache des heutigen waldsterbens, intensivieren.

BRUNNER.

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
Presse- und Informationsdienst

Bern, den 2.12.1987

1.A.22.14.7.3. - HK/IA

Interne Verteilerliste

Betrifft:           Wochentelex 49/87 (CH)

Departementsvorsteher		CFA
Sekretäre Chef EDA	Hr. De Watteville	WA
	Hr. Erard	ER
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Brunner	BRE
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Tissières	TE
	Hr. Schaller	SRU
Protokoll	Botschafter Barbey	BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
	Hr. Speck	SPE
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg	LA
	Hr. Faivet	
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin	SIN
	Hr. Wyss	WS
	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Faessler	FCH
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg	RUE
	Hr. Blickenstorfer	BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
	Hr. Flückiger	FK
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim	MF
	Minister Streuli	STJ
	Minister Gyger	GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER

Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Creola	CRE
Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Imm	IE
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht		
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
Generalsekretariat	Botschafter Manz " Freymond	WER FRE
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Ruf	RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Hr. von Graffenried	GRD
Personalsektion	Hr. Kaiser/Hr. Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertr. Direktor	Hr. Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Hr. Bill	
Vizedirektor	Hr. Giovannini Hr. Högger	GI HL
Informationsdienst	Hr. Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Hr. Pasquier	PA
Sektion Intern. Hilfswerke	Hr. von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke



EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER  
 AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN  
 Presse- und Informationsdienst  
 i.A.22.14.7.3. - HK/IA

CK 2. Dez. 87 14

Bern, den 2. Dezember 1987

TELEGRAMM (CH) 49/87

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- |                 |                |                  |
|-----------------|----------------|------------------|
| - Accra         | - Helsinki     | - Rabat          |
| - Addis Abeba   | - Houston      | - Riad           |
| - Alger         | - Islamabad    | - Rio de Janeiro |
| (- Amman)       | - Istanbul     | - Rom            |
| - Ankara        | - Jakarta      | - San Francisco  |
| - Athènes       | - Johannesburg | - San José       |
| - Bagdad        | - Kairo        | - Santiago       |
| - Bangkok       | - Kinshasa     | - Sao Paulo      |
| - Barcelona     | - Lagos        | - Seoul          |
| - Beirut        | - Lima         | - Stockholm      |
| - Berlin Ost    | - Lissabon     | - Teheran        |
| - Berlin West   | - London       | - Tel-Aviv       |
| - Bombay        | - Los Angeles  | - Tokio          |
| - Bonn          | - Luxemburg    | - Washington     |
| - Brasilia      | - Madrid       | - Wien           |
| - Brüssel (2)   | - Marseille    |                  |
| - Budapest      | - Mexiko       |                  |
| - Buenos Aires  | - Montreal     |                  |
| - Bukarest      | - Moskau       |                  |
| - Canberra      | - Nairobi      |                  |
| - Caracas       | - New Delhi    |                  |
| - Chicago       | - New York (2) |                  |
| - Colombo       | - Ottawa       |                  |
| - Dar es Salaam | - Oslo         |                  |
| - Den Haag      | - Paris (3)    |                  |
| - Djeddah       | - Peking       |                  |
| - Dublin        | - Prag         |                  |
| - Guatemala     | - Pretoria     |                  |
| - Havanna       |                |                  |

b) per Kurier:

Abidjan	Hamburg	Panama
Abu Dhabi	Hanoi	Panmunjom
Addis Abeba	Harare	Paris (3)
Akkra	Havanna	Prag
Alger	Helsinki	Pretoria
Amman	Hong Kong	Quito
Amsterdam	Houston	Rabat
Ankara	Islamabad	Rio de Janeiro
Antananarive	Istanbul	Rom
Asuncion	Jakarta	San Francisco
Athen	Johannesburg	San José
Atlanta	Kairo	Santiago de Chile
Bagdad	Karachi	Sao Paulo
Bangkok	Khartoum	Singapur
Barcelona	Kigali	Sofia
Beijing	Kinshasa	Stockholm
Beirut	Kopenhagen	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kuala Lumpur	Stuttgart
Berlin/BRD	Kuwait	Seoul
Berlin/DDR	Lagos	Sydney
Bogota	La Paz	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lima	Tel-Aviv
Bonn	Lissabon	Tokio
Bordeaux	London	Toronto
Brasilia	Los Angeles	Tripolis
Brüssel+Mission	Luanda	Tunis
Budapest	Luxembourg	Vancouver
Buenos Aires	Lyon	Warschau
Bukarest	Madrid	Washington
Canberra	Mailand	Wellington
Caracas	Manchester	Wien
Chicago	Manila	Yaoundé
Colombo	Maputo	Zagreb
Conakry	Marseille	
Dakar	Melbourne	
Damaskus	Mexiko	
Dar es Salaam	Montreal	
Den Haag	Monrovia	
Dhaka	Montevideo	
Djeddah	Moskau	
Dublin	München	
Düsseldorf	Nairobi	
Frankfurt a/Main	New Delhi	
Genua	New York, UNO+GK	
Guatemala	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste

CK 2. Dez. 87 14